

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-brigades-policieres-lycees-morts-aux-frontieres-chasseurs-flics-racisme-censure-tirs-mortels-Niger.html>



# Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, e, tirs mortels au Niger...



Publication date: mercredi 1er décembre 2021

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Les révoltes ne peuvent qu'augmenter vu les tensions structurelles du libre Marché et les désastres écologico-climatiques fabriqués par la société industrielle, alors le capitalisme et l'Etat doivent toujours plus réprimer et contrôler pour tenter de maintenir à flot le système autoritaire et inégalitaire de domination.

**Pour les élections 2022, les médias dominants et une bonne part de l'intelligenstia ont donc choisi** de promouvoir non-stop les outils les plus à même de tenir cette sinistre mission, à savoir le néo-fascisme et le système policier.

Le Pouvoir ne cesse d'armer le système policier (juridiquement et militairement), et veut enrôler un maximum de monde dans le flicage total.

Pour résister et prendre la main face à ces brutalités structurelles inflexibles et planifiées, les populations rétives et éprises d'émancipation se verront (sont déjà) contraintes à l'auto-défense collective déterminée et à des offensives radicales sur le fond comme sur la forme. Le reste (réformismes, velléités institutionnelles et actions non-violentes dogmatiques) sera étouffé et écrasé sans pitié par le Capital et l'Etat (ou assimilé si suffisamment inoffensif), par le rouleau compresseur du système policier à leur service commandé.

## La domination policière



### ► [La domination policière, de Mathieu Rigouste](#) [Note de lecture]

En prétendant défendre ce que l'État appelle l' « ordre public », la police légitime son fonctionnement réel en cachant le fait qu'elle protège un ordre social inégalitaire. La violence physique et psychologique qu'elle produit rationnellement, par « les rondes et la simple présence, l'occupation virile et militarisée des quartiers, les contrôles d'identité et les fouilles au corps, les chasses et les rafles, les humiliations et les insultes racistes et sexistes, les intimidations, les menaces, les coups et les blessures, les perquisitions et les passages à tabac, les techniques d'immobilisation et les brutalisations, les mutilations et les pratiques mortelles », sont « les conséquences de mécaniques instituées, de procédures législatives et judiciaires, de méthodes et de doctrines enseignées et encadrées par les écoles et les administrations ».

Mathieu Rigouste établit une généalogie de la police, depuis son origine coloniale, analyse l'évolution des figures de l'ennemi intérieur, depuis les « fellaghas » jusqu'aux « sauvageons de banlieue », l'élaboration et la légitimation idéologique de ce système coercitif jusqu'à sa mise en oeuvre sur le terrain, pour assurer « la reproduction de la domination raciste, patriarcale et capitaliste ».

(...)

Mathieu Rigouste fournit avec cet essai une analyse minutieuse et rigoureuse de l'évolution des législations sécuritaires, des techniques de « maintien de l'ordre » et de ses instruments, véritable « mécanique historique de gouvernement des opprimés, des exploités, des misérables, des indésirables et des révolutionnaires ». Cette étude socio-historique confirme qu'il ne peut y avoir de réforme des institutions policières, puisque celles-ci n'existent que pour « distribuer la violence que les classes dominantes estiment nécessaire au maintien de l'ordre social, économique et politique ». Lecture indispensable !

(...)



**Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger...** L'empire industriel est défendu par les flics en bandes armées, les prêtres du Progrès et les médias dominants

## Des flics dans les lycées de la région Auvergne-Rhône-Alpes

[Des « brigades de sécurité » dans les lycées, le nouveau programme sécuritaire de Laurent Wauquiez](#) - Alors que les classes sont surchargés, que le manque de personnel dans les lycées est criant à tous les niveaux. Que ce soit le manque d'enseignant.es, de surveillant.es, d'AVS, d'AESH, ou de personnel médico-social (infirmier.ères, psychologues, etc), Laurent Wauquiez propose d'augmenter encore et toujours le budget de la sécurité et d'envoyer d'anciens « militaires ou gendarmes, ou alors issues du secteur de la sécurité » dans les lycées.

Renaud Pfeffer, vice-président de la région délégué à la sécurité, confie à Lyon Capitale son futur programme de « brigades de sécurité » pour les lycées de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Même s'il s'en défend, on pourrait résumer son programme à la mise en place de milices privées, payé par nos impôts bien sur, qui auront toutes libertés à intervenir en dehors, mais aussi dans les lycées, voir dans les cars scolaires. Après des portiques, dont l'efficacité reste encore à démontrer, qui auront quand même coûté la bagatelle de 90 millions d'euros, ce sont encore des dépenses supplémentaires pour une politique du tout sécuritaire dans les lycées régionaux. (...)

+ Nos notes dans [Des brigades policières dans tous les lycées de la région Auvergne-Rhône-Alpes avec Wauquiez](#) - Le casernement scolaire transformé en zones sécuritaire sous contrôle policier ?!



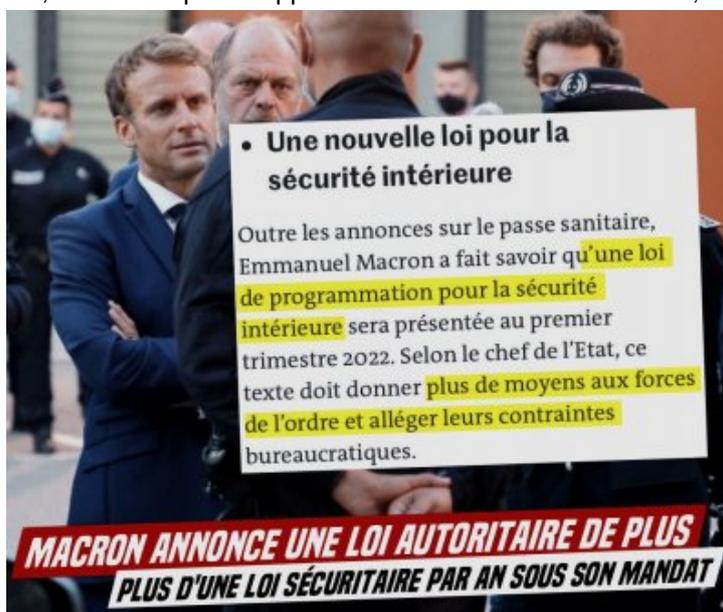
**Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger...** Rassemblements festifs interdits - Consommation de masse encouragée

## ETAT D'URGENCE SANITAIRE : NOUVELLES MESURES LIBERTICIDES

« La préfecture de Nantes serre la vis » annonce le quotidien Ouest-France. En effet, malgré le Pass Sanitaire, mesure autoritaire et inefficace qui a été imposée cet été, officiellement pour « retrouver la liberté », l'épidémie repart avec l'arrivée de l'hiver. Il faut dire que le déremboursement des tests pour les non-vaccinés, décision criminelle empêchant des millions de personnes de se faire dépister, n'a pas dû améliorer la situation épidémique.

**Le Préfet de Nantes Didier Martin a donc pris un arrêté qui interdit d'une part les manifestations « non déclarées », sachant qu'à Nantes, les mobilisations sociales ne sont jamais déclarées, et d'autre part les « rassemblements festifs à caractère musical ». Comprendre, les Free Party. Par contre, la foule entassée au marché de Noël ou la frénésie consumériste dans les grands centres commerciaux ne sont pas concernées.**

Bref, rien de nouveau dans ce pays autoritaire : l'état d'urgence sanitaire donne les coudées franches pour réprimer les indésirables, les opposants, et tout ce qui échappe au contrôle de l'Etat. Et bientôt, le retour du couvre-feu ?



**Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger...** Nouvelle loi sécuritaire en 2022 : histoire de bien s'attacher les votes et la fidélité de la flicaille

## UNE MESURE AUTORITAIRE DE PLUS AVANT LES ÉLECTIONS

Une annonce passé trop inaperçue au milieu de la batteries d'annonces de Macron hier soir : une « nouvelle loi pour la sécuritaire intérieure ». Autrement dit, une nouvelle loi autoritaire. Macron veut terminer son mandat exactement comme il l'a commencé : en attaquant les libertés, jusqu'à la dernière minute.

Concrètement, la proposition est :

- ï De « donner plus de moyens » à la police, qui croule déjà sous les cadeaux : arsenal mutilant, moyens de surveillance hi tech, protections militaires, nouveaux véhicules, nouveaux blindés, lois ultra-protectrices, augmentation gigantesque du budget ... On se demande comment le pouvoir pourrait faire davantage en faveur de la police
- ï D'alléger les « contraintes bureaucratiques » des policiers. En langage clair : réduire les droits de la défense, de donner encore plus les coudées franches à la police, qui pourra agir toujours plus sans contrôle extérieur.

Si cette nouvelle loi est imposée « au premier trimestre 2022 », cela fera la sixième loi au moins touchant à la « sécurité » depuis le début de son mandat. Plus d'une par an. Sans compter l'état d'urgence permanent, les atteintes au libertés comme le Pass sanitaire. Ce n'est jamais assez pour les boulimiques de pouvoir et d'ordre.



MACRON, START-UP FASCISTE visuel de Cerveaux non Disponibles

## LA PEINE DE MORT N'A JAMAIS ÉTÉ ABOLIE

### ► Présentation du livre de l'envolée ce soir à B17 -

L'Envolée est un journal et une émission de radio militant pour les droits des détenus et leurs familles. C'est une fenêtre de la prison vers l'extérieur. Régulièrement censuré par l'administration pénitentiaire, l'Envolée poursuit son combat malgré les intimidations dénonçant les violences derrière les murs des prisons et des CRA.

**En 2019, plus de 150 personnes sont mortes en détention. Le plus jeune avait 17 ans. Le plus âgé 67. En 2020, on compte 119 personnes décédées par suicide en prison. Soit un tous les 2-3 jours.**

Le taux de suicide est plus de 15 fois plus élevé qu'en population générale

Le taux de suicide est plus de 15 fois plus élevé qu'en population générale. **Les personnes incarcérées ne sont donc pas seulement privées de libertés, elle sont privées de dignité et poussées à bout parfois jusqu'au suicide : être emprisonné multiplie donc le risque de mourir. Une peine de mort déguisée.** Et parfois, des violences perpétrées par des surveillants aboutissent aussi à la mort de détenus, et sont maquillées en suicide. Ces faits sont cependant étouffés par l'administration pénitentiaire.

Ce soir, des membres de L'envolée proposent donc une soirée discussion autour des violences carcérales et de ces morts en prison, étouffés, autour de la présentation du livre. La soirée sera en présence de la famille de Sambaly Diabaté et des animateur.trices de Casse murailles , émission anticarcérale nantaise

Plus d'infos : <https://oip.org/decrypter/thematiques/deces-en-detention-et-suicides>

Évènement Facebook : <https://www.facebook.com/events/1804407673101919/?ref=newsfeed>

Lecture

[En France, des manifestants présumés coupables \[Documentaire en intégralité\]](#) par

[AmnestyFrance-Â»<https://www.youtube.com/c/AmnestyFrance>]

<https://www.youtube.com/watch?v=CfhNUGmUIOs>

## MORTS AUX FRONTIÈRES, SYMPTÔMES DE POLITIQUES RACISTES ET CRIMINELLES

; Aux confins de l'Europe entre la Pologne et la Biélorussie, un drame macabre se joue depuis plusieurs semaines. Des milliers d'exilés sont bloqués sur une frontière complètement militarisée. Murs barbelés, forces armées polonaises et biélorusses déployées, chiens policiers et hélicoptères, empêchent la progression de ces hommes, femmes et enfants. Ils sont littéralement coincés comme pris en étau. Dans cette prison à ciel ouvert, les tentatives de passages du côté de la Pologne sont systématiquement refoulées à coup de gaz lacrymogène. En pleine hiver, alors que les températures sont négatives, les flics polonais font usage de canons à eau. Côté biélorusse, un campement de fortune s'est formé. Dans cette zone d'habitation informelle, déjà une dizaine de personnes sont mortes de froid dont un nourrisson d'un an. Des êtres humains pris au piège des petits jeux de pouvoir entre nations européennes et russophones, dans cette nouvelle version de la guerre hybride que se mènent les États.

; Naufrage au large de Calais. Au moins 31 personnes sont décédées en voulant rejoindre la Grande Bretagne. Parmi-elles, 5 femmes et une jeune fille. L'alerte a été donnée par un pêcheur le 24 novembre. Leur embarcation s'est abîmée en tentant de traverser la Manche et le bilan pourrait encore s'alourdir. Nul doute que les victimes avaient dû subir les vols de matériel, les violences physiques et les humiliations quotidiennes de la police française avant de trouver la mort.

**; Emmanuel Macron a feint de s'émouvoir du drame et promettait de « trouver les responsables ». Là où les gouvernants voudraient fustiger la responsabilité « des passeurs » ou pire des associations qui viennent en aide aux réfugiés, le président fait une nouvelle fois preuve de son cynisme caractéristique. Les vrais coupables sont ailleurs et Macron fait partie des rouages de cette machine répressive. Le refus d'accueillir, et les politiques racistes à l'égard des personnes exilées y participent. S'il faut chercher une culpabilité réelle dans ces catastrophes, elle se situe toujours du côté des États impérialistes. Les guerres et le capitalisme, sauvage et destructeur sont les véritables responsables.**

Les frontières tuent !

; **Surtout que Macron annonçait hier le « renforcement immédiat », des moyens de FRONTEX.** Cette agence fonctionne de manière totalement opaque. Elle agit sans que les États européens n'exercent aucun contrôle alors que ceux-ci leur allouent des sommes astronomiques chaque année pour « surveiller » les frontières extérieures de l'UE. L'organisation n'hésite pas à collaborer avec la Libye, régime tortionnaire dans le but de refouler les migrants vers l'Afrique. Une annonce qui témoigne du mépris des dominants pour la vie des populations en exil.

; Ces décès s'ajoutent malheureusement aux milliers d'autres disparus, qui meurent chaque jour en mer, sur terre mais aussi dans les centres de rétention.

En cette période particulièrement terne et fascisante, un énorme soutien aux exilés et aux personnes solidaires qui luttent contre les frontières, aux associations et collectifs qui dénoncent les politiques répressives et coloniales de l'Etat Français et de ses alliés. Une pensée pour tous les disparus, victimes des politiques mortifères des États impérialistes. Les frontières tuent. Qu'on se le dise.

Ni oublié, ni pardon !

(posts de Nantes Révoltée)



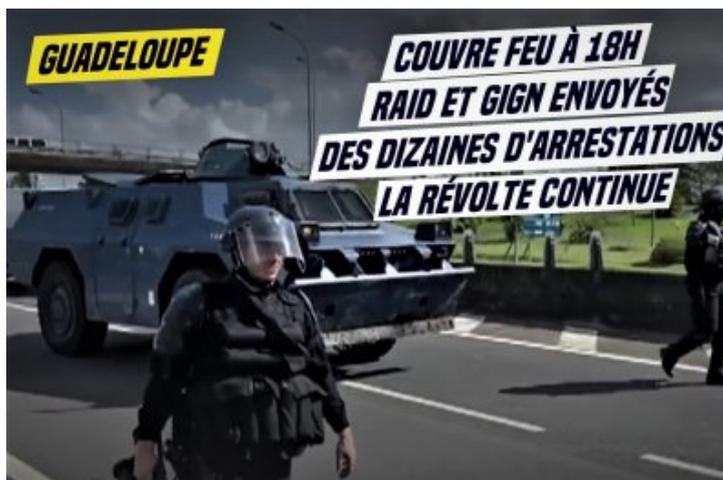
**Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger...** Les politiques racistes et criminelles de l'Etat et du capitalisme tuent aux frontières

## DIVERS

- [Violences policières. Deux migrants jetés d'un fourgon en marche](#) - Une enquête publiée par Mediapart révèle que deux migrants ont été jetés en dehors d'un fourgon de la PAF pendant qu'il roulait. L'analyse médicale montre des contusions sur les poignets dues aux menottes trop serrées ainsi que des éraflures sur le dos dues à la violente éjection du véhicule. Une énième affaire de violences à l'encontre de migrants par la police française, s'inscrivant dans le contexte de chasse permanente aux migrants du gouvernement. (...) Cette affaire de la PAF toulousaine n'est ainsi pas un cas isolé de quelques brebis galeuses, mais bel et bien l'expression de violences systémiques dues au racisme et à la xénophobie qui régissent dans l'institution policière, et s'inscrit dans la droite ligne du discours réactionnaire de Macron face à l'accueil des migrants.
- [Lyon, capitale du mensonge policier ?](#) - Surprise lors de la manifestation place du Pont ce mercredi. Le fameux commissaire P., menteur chargé du « pôle déontologie » de la police lyonnaise, a de nouveaux galons !
- [Un jour dans ma vie militante : l'Etat réprime impunément des familles à la rue](#) - Jeudi 28 octobre, soutenues par Utopia 56, plus de 200 personnes exilées à la rue réclamant l'accès à un hébergement pour passer l'hiver au chaud ont été froidement réprimées. L'Etat via son organe répressif policier est en roue libre. Bénévole au sein de l'association, j'ai été témoin direct de scènes très alarmantes. Il y a urgence. Voici le témoignage détaillé de cette journée.
- [Un capitalisme de surveillance ?](#) - Il y deux ans sortait L'âge du capitalisme de surveillance de Shoshanna Zuboff, unanimement salué par toute la gauche occidentale comme le manuel de référence pour comprendre l'évolution des vingt dernières années. Plusieurs critiques ont aussi été formulées, qui insistent en général sur la posture réformiste assez naïve de Zuboff : il y aurait un bon capitalisme, jusque dans les années 90, mais il a été perverti par un monstre, le capitalisme de surveillance, qui sévit depuis deux décennies maintenant. Ces critiques sont justes mais l'enquête de Zuboff étant conséquente, il nous semblait pertinent d'y consacrer une discussion plus approfondie pour le quatrième épisode de notre rubrique cyber-philosophie-technique.
- [La sécurité privée pousse ses pions dans l'enseignement supérieur](#) - Des formations se développent pour remédier à un problème chronique d'encadrement et de qualité des prestations. Une tentative, pour ce secteur peu attractif, de monter en gamme et de faire face à la pénurie de main-d'œuvre. - 185 000 personnes en France, soit plus que la police
- **LA POLICE COLONIALE DE MACRON TENTE DE BRISER LA GREVE GENERALE EN GUADELOUPE PAR LA FORCE ET ÉCHOUE** - Les pompiers ont reçu les forces de l'ordre à la lance à incendie : [Grève général illimitée : barrages et affrontements entre manifestants et forces de l'ordre](#) - Elle était attendue... La grève générale illimitée lancée par le LKP a été mise en œuvre aux premières lueurs du jour, ce lundi 15 novembre. Plusieurs barrages ont été érigés sur des points stratégiques de l'île. De vives tensions ont éclatées entre

manifestants et forces de l'ordre.

- [Communiqué du Comité de soutien aux inculpés du 23 septembre. Le Parquet en PLS. Les inculpés en partie relaxés.](#) - Le procès de nos camarades antifascistes inculpés s'est déroulé le jeudi 4 novembre. Après 7h d'audience et deux heures de délibéré, le rendu de jugement a eu lieu : relaxe pour les sept sur le groupement en vue de commettre des violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens Nos trois camarades incarcérés depuis six semaines sont donc libres. Ce n'était pourtant pas gagné d'avance... Retour sur ce procès.
- [Harcèlement policier : nouvelles amendes pour délit d'occupation illicite des halls d'immeubles](#) - Le harcèlement policier est une pratique très courante dans les « quartiers populaires », et les dispositifs de répression ne cessent de s'étendre afin de permettre un contrôle permanent. Il est important de s'organiser contre ces pratiques qui viennent autonomiser les forces de l'ordre.



**Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger...** Guadeloupe : des flics antiterroristes pour mater des blocages et des émeutes sociales

## **4GUADELOUPE : NOUVELLES NUITS D'ÉMEUTES ET DÉPLOIEMENT RÉPRESSIF MILITARISÉ**

### ► **Le gouvernement en guerre contre la population guadeloupéenne**

La Guadeloupe entre dans sa 7e journée d'agitation. Le mouvement de grève qui se construisait autour de l'opposition au pass sanitaire est en train de se transformer en véritable insurrection généralisée alors que l'État colonial s'engage dans sa mécanique répressive.

Sur l'île, depuis le 19 novembre, un nouveau couvre-feu de 18H à 5H du matin a été décrété par la préfecture. Celui-ci intervient seulement quelques jours après la fin d'un autre couvre-feu, pseudo-sanitaire celui-là qui se terminait le 15 novembre, date du début de la mobilisation. Sur place les forces de l'ordre se déchaînent et les violences policières se multiplient. Les vidéos qui de tirs de gaz lacrymogène et les passages à tabac de manifestants qui circulent sur les réseaux sociaux viennent étayer les témoignages.

Les blindés de la gendarmerie nationale sont utilisés et des véhicules de l'armée transportent les compagnies anti-émeute sur tout le territoire. Des dizaines d'arrestations ont déjà eu lieu. Moins de 24h après l'annonce du ministre de l'intérieur d'envoyer 200 forces de l'ordre supplémentaires pour "prêter main-forte" aux milliers de contingents déjà présents sur l'archipel, les premiers renforts étaient acheminés par convoi aérien.

**Un déploiement express mais la gestion sécuritaire ne s'arrête pas là. Suite aux nouvelles nuits d'émeutes à**

Pointe-à-Pitre, nouvelles annonces de Gérald Darmanin. Pour écraser la révolte, une cinquantaine d'agents surentraînés et surarmés du RAID et du GIGN vont rejoindre les forces d'occupation. Des brigades spécialisées dans l'antiterrorisme et le grand banditisme, intervenant lors de prises d'otages vont être utilisées pour des opérations de maintien de l'ordre. Un délire répressif et une certaine idée du "dialogue social". Autrement dit, l'Etat envoie des moyens immenses en un temps record alors que l'île n'a pas de moyens sanitaires ou sociaux depuis des années.

Cependant les guadeloupéens ne décolèrent pas et les annonces sécuritaires successives du gouvernement à même renforcé la détermination du peuple guadeloupéen. La plupart des axes routiers sont barricadés donc impraticables. Parfois des clôtures ou des palissades de chantier ont été soudées entre-elles à même les routes. La police ne passe plus.

Depuis plusieurs nuits à Pointe-à-Pitre, les infrastructures coloniales sont neutralisées : local LREM, banques, magasins de grande distribution sont détruits ou pillés. Les distributeurs automatiques sont arrachés à coup de tractopelle tandis que la gare routière est littéralement partie en fumée. Un commissariat de police et une armurerie aurait été dévalisé par les insurgés. La misère sociale et les difficultés économiques organisées par les politiques coloniales ont fini par faire déborder le vase en Guadeloupe. Et brasier de la révolte n'est pas prêt de s'éteindre. Le peuple guadeloupéen semble s'organiser à tenir le siège.

## 4 ILS SONT EN GUERRE !

(23 nov) Images terribles de la Guadeloupe. Déploiement d'unités anti-terroristes, tirs à balles réelles, blindés, hélicoptère et grenades. Ce territoire est une zone d'expérimentation coloniale : il permet à l'Etat français de franchir de nouveaux paliers dans la militarisation du maintien de l'ordre. Aujourd'hui, ces pratiques sont déployées en Guadeloupe, demain, elles peuvent s'étendre à toutes les mobilisations sociales.

Solidarité avec les peuples antillais !

► [Vidéo](#)

(posts de Nantes Révoltée)

## Les chasseurs prêts à jouer les flics de proximité

► [Les chasseurs ont « un rôle à jouer en matière de police de proximité », estime leur patron, Willy Schraen](#) - Le président de la Fédération nationale des chasseurs dit, dans une interview au « JDD », vouloir proposer un « partenariat » aux élus ruraux, pour lutter « contre la délinquance rurale et environnementale ».

► Les chasseurs tuent déjà régulièrement des gens, alors en effet ils ont de bons "atouts" pour être flics.



Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger... Les chasseurs bientôt auxiliaires de police ??

## LES CHASSEURS, AUXILIAIRES DE POLICE POUR ENCADRER LA SOCIÉTÉ ?

Samedi 30 octobre, dans l'après-midi, sur la 4 voies très fréquentée entre Nantes et Rennes, un conducteur de 67 ans reçoit, alors qu'il est au volant, une balle de calibre 9,3mm dans le cou. Il est très gravement blessé. Le tir vient d'un chasseur qui « participait à une battue ». Le conducteur décède quelques jours plus tard. « Le risque zéro n'existe pas, c'est comme ça », répond dans la presse le Patron de la Fédération de la Chasse, Willy Schraen. En 20 ans, la chasse a tué plus de 400 personnes, dans une impunité quasiment totale, et un silence médiatique assourdissant.

Le même Willy Schraen estime désormais que « les chasseurs ont un rôle à jouer en matière de police de proximité ». Les chasseurs comme auxiliaire de police d'une société militarisée. Le projet vous effraie ? Il a pourtant déjà été mis en place. En avril 2020 par exemple, le préfet de Seine et Marne avait déjà réquisitionné des chasseurs pour appuyer les forces de l'ordre lors du confinement. Ils étaient sensé « prévenir et signaler aux représentants des forces de l'ordre les infractions aux règles locales du confinement ». Le patron des chasseurs, veut, en quelque sorte, pérenniser et généraliser ce dispositif d'exception. Il veut « proposer un partenariat aux élus ruraux, pour lutter contre la délinquance rurale ».

**Le projet des élites est l'encasernement de la société, la militarisation de la population avec l'aide de milices et d'auxiliaires. Macron est un proche de Willy Schraen, avec qui il a passé des accords, notamment au moment des Gilets Jaunes. Usage d'armes, protection du pouvoir, homicides en toute impunité : finalement, il n'est pas étonnant que les chasseurs se rêvent en policiers. Ils se ressemblent beaucoup.**

(post et visuel de Nantes Révoltée)

## NE DITES PAS POLICE RACISTE, DITES POLICE RÉPUBLICAINE !

► Florilège d'exactions récentes d'une institution en roue libre -

; L'affaire date de l'été dernier. L'information était révélée par mediapart en début de semaine. En périphérie de Toulouse, deux jeunes exilés enfermés au centre de rétention administratif de Cornebarrieu attendent d'être expulsés. Le 14 juillet, les deux hommes sont embarqués dans un fourgon de police vers l'aéroport de Montpellier où un vol les y attend. N. est Afghan. Y. lui est Nigérien. Arrivés sur place, tous deux s'opposent à leur expulsion. Le pilote de l'avion refuse de les embarquer comme il y est autorisé par le code civil de l'aviation. Le refus du chef de bord va mettre en rogne les flics de la police des airs et des frontières. Sur le retour, en roulant, les policiers vont jeter du fourgon les deux étrangers, avec leurs affaires personnelles à plus de 2h de Toulouse. Le certificat médical de N. établit le soir même, fera état de « contusions de face antérieure des poignets » et de « dermabrasions linéaires para vertébral dorsal gauche ». En clair, des menottes trop serrées et une abrasion du flanc gauche dû à la chute du véhicule en marche.

; Ici, ce sont les confrères de StreetPress qui reviennent sur un énième cas de violence policière dans le commissariat du 19e arrondissement de Paris. Cette fois-ci, c'est Wissem qui va faire les frais de ces voyous en uniforme. Fin août, il est arrêté parce que la fine équipe de keufs a confondu sa 306 bleu clair avec une 306 grise. Lors de son arrestation il sera tabassé salement par les fonctionnaires de police et subira une clé d'étranglement et un plaquage ventral. Techniques qui tuent chaque année. Résultat : plus de 10 jours d'ITT, un traumatisme crânien, une fracture du plancher et de la paroi interne de l'orbite droit et une fracture des os propres du nez pour le jeune homme. Et une convocation devant la justice pour outrage et rébellion en janvier. Ce commissariat est déjà connu depuis des années pour de multiples affaires de violence : tabassage, viol et acte de torture. Des faits documentés par de nombreux journalistes... À quand, la fermeture administrative ?

; Au tribunal de Bobigny, "Ce jeudi 4 novembre, sept policiers comparaissaient pour insulte raciste et violences, au moment de l'interpellation de Samir E., tout juste sorti de la Seine. Une vidéo amateur de la scène, révélée par Taha Bouhafis avait fait scandale."

On y voit et entend sur les images l'un des flics lancer, rire goguenard à ces collègues : "un bicot ça ne nage pas". Une injure raciste faisant référence au massacre de plusieurs dizaines d'algériens jetés dans la Seine par les forces de police du préfet Papon, le 17 octobre 1961. Au procès, le fonctionnaire Pierre C, répond à la barre : « Pour moi bicot, ce n'était pas une insulte, c'est un mot familier ». Il y a quelques mois c'est un flic rouennais, lui aussi accusé de racisme, qui estimait que "bougnoûlisé" faisait partie du champ lexical de la police. Finalement il suffit de citer des flics racistes pour démontrer qu'ils le sont.

; Les syndicats et les associations de flics se fendent de tweets haineux de façon régulière sans que cela n'inquiète les autorités. L'association de policiers "Hors Service" fait carrément des appels au meurtre sur son compte Twitter en nous servant la rhétorique d'extrême droite nauséabonde. Des propos gravissimes et un silence radio du côté du ministère de l'intérieur.

; Enfin, nous finirons par la déclaration de l'ancien flic Michel Neyret. Cet ex-np2 de la PJ de Lyon avait défrayé la chronique. Ce truand, haut fonctionnaire de police rétribuait ces indics avec le cannabis saisi lors d'opération antigang. Il a été condamné en 2018 pour corruption et association de malfaiteurs, et il est interdit d'exercer dans la police. Aujourd'hui, d'accord avec l'analyse du pétainiste sur la supposée déliquescence de l'autorité de l'État, il se voit bien en soutien potentiel du polémiste d'extrême. **Un ancien flic ripoux au service du neo-fasciste Zemmour.** Les commissariats ne seraient-ils pas les premières officines de radicalisation, fournisseurs officiels de nervis fascistes en arme ? Ne faudrait-il pas dissoudre la police nationale ?

## – AUJOURD'HUI À SAINT-NAZAIRE : PROCÈS D'UN MILITANT ÉCOLOGISTE DU CARNET

► RDV à 14h00 devant le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire pour le soutenir -

Via Stop Carnet

Ñ Procès politique le 8 Novembre d'un militant écologiste ayant subi des violences et intimidations policières : appel à soutien et témoignages ! Ñ

I Lundi 8 novembre se tiendra le procès politique de notre copain Hubert, violenté par la police lors de la manifestation contre le projet de zone industrielle du Carnet du 6 juin dernier.

I Entre une extraction violente de la voiture dont il était passager, un choc à la tête qui aurait pu lui coûter la vie, des contusions multiples, 48 heures de garde à vue, 7 interrogatoires digne du traitement d'un terroriste... les violences subies lui ont valu 20 jours d'arrêt de travail et des traumatismes physiques et psychologiques terribles dont il peine à se remettre.

I Ce procès s'ajoute à la répression sidérante que subissent les militant.e.s qui luttent contre le projet du Carnet.

**Les violences et intimidations policières subies sont stratégiques et destinées à le faire taire et décourager la moindre opposition, soutenons-le ! d**

À Le procès d'Hubert se tiendra le 8 Novembre 2021 au tribunal correctionnel de Saint-Nazaire à partir de 14h.

Face à la répression des militant.e.s, à l'autoritarisme et à la montée du fascisme : défense, amour et solidarité ! π"

(posts de Nantes Révoltée)

## « Arrête de filmer, ta caméra je vais la massacrer ! »

Ce samedi, lors de la manif des GJ, un policier en civil a menacé à plusieurs reprises le reporter de QG, Adrien AdcaZz pour qu'il cesse de filmer.

On est pas bien dans cette belle démocratie ? Aucune raison de se révolter....

► [VIDEO](#)

## .. Noam, 13 ans, défiguré par un tir de LBD à Argenteuil.

En réaction à la grave blessure de Noam, des jeunes habitants du quartier ont tiré des feux d'artifices en direction du commissariat. Leur façon de montrer qu'ils ne laisseront pas passer cette énième injustice et cette violence sans fin. Les images du visage de Noam sont déchirantes, elles illustrent bien de quelle nature est le dialogue entre policiers et habitants des quartiers populaires.

Il est important de souligner qu'à Argenteuil l'impunité systémique du bras armé de l'état est dénoncée régulièrement depuis des années. Comme en témoigne l'enquête où 17 personnes rapportaient à Street Press avoir été violentées et agressées par la police, et le plus souvent par la BAC.

**Pas moins d'une quarantaine d'habitants avaient témoigné d'agressions extrêmement graves : tabassage en réunion, tirs de LBD dans les parties intimes, nez jambes ou côtes cassées, menaces de mort, de viol, racisme décomplexé.**

**Parfois, ces violences deviennent des exécutions comme en témoignent les meurtres de Sabri ou d'Ali Ziri.**

▶ [VIDEO](#)

(posts de Cerveaux non disponibles)

## Opération vérité pour Souheil, vérité pour tous.

Souheil el Khalfaoui est mort le 4 août 2021, tué d'une balle dans le thorax par un policier stagiaire lors d'un banal contrôle routier.

À l'aune de ce crime et de l'omission de porter secours qui a précédé le décès, nous organisons à Marseille le 12, 13 et 14 novembre les journées pour la vérité.

Face à une institution sourde, nous avons choisi pour symbole de la lutte, le signe "vérité" en langue des signes.

## Méga-bassines : quand le ministère tente à son tour de nous intimider !!

**Après les insultes, les intimidations et les appels de la FNSEA**

**à « déchoir » la Confédération paysanne de sa représentativité syndicale, un cran supplémentaire a été franchi cet après-midi : la Confédération paysanne vient d'être empêchée par les forces de l'ordre de tenir un point presse devant le ministère de l'Agriculture.**

Ce que nous voulions dire à la presse G

<https://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=11956>

Pour plus détails et d'explications, [retrouvez notre dossier de presse complet sur les méga-bassines](#)

Les méga-bassine sont une fausse solution au changement climatique

La Confédération paysanne n'est pas contre l'irrigation. L'accès à l'eau en agriculture doit soutenir prioritairement les productions locales pour l'alimentation humaine, l'élevage paysan et des productions agricoles à forte valeur ajoutée et intensives en emplois. Les méga-bassines sont une fausse solution face au changement climatique qui enferme les paysans.nes dans un système agricole dont ils sont les premières victimes.

Notre détermination reste intacte

à

Bassines Nonmerci

LPO France

Les soulèvements de la terre

(post de Confédération Paysanne)



Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger... Censure d'une étiquette de vin : le système policier est partout

## 4 ESPRIT CHARLIE : LA POLICE VEUT CENSURER UN DESSIN DE CHARB, ASSASSINÉ PAR LES TERRORISTES<sup>4</sup>

- Si ce dessin est retiré, alors la police française aura réussi ce que les terroristes n'ont pas obtenu : supprimer un dessin satirique -

Cancel culture : la police française traque toutes les expressions qui pourraient la critiquer, voire même blaguer contre elle. Etat d'esprit des années 1930. Les syndicats de policiers tentent d'interdire des chansons, des slogans, des affiches anti-répression, et plus récemment une bouteille de jus dont le design reprenait des graffiti de lycéens, et notamment l'inscription « acab ». La police avait obtenu le retrait en quelques heures de ces bouteilles des rayons de Monoprix.

A présent, le syndicat des Commissaires de la Police Nationale s'attaque à l'étiquette d'une bouteille de vin repérée dans un magasin à Nantes. Il tweete : « cette bouteille est en rayon chez Carrefour City à #Nantes On y voit un dessin de #policier ivre, et la mention « le partenaire de mes bavures ». C'est une insulte à une profession, et indigne de cette enseigne » et interpelle l'entreprise Carrefour, qui s'empresse de lui répondre avec une soumission semblable à celle d'un paillason. Il existe donc des permanents syndicaux policiers, subventionnés, dont le travail consiste à traquer les produits « non conformes » à l'idéologie répressive dans les grandes surfaces.

Problème : cette étiquette a été dessinée par Charb, célèbre dessinateur de Charlie Hebdo, assassiné le 7 janvier 2015 par les djihadistes. En effet, ce vin est produit par un ami de l'ancienne équipe de l'hebdomadaire satirique : le vigneron Gérard Descrambe, de Saint-Sulpice-de-Faleyrens. Les dessinateurs de Charlie réalisaient depuis les années 1990 les étiquettes de ses bouteilles. Un article du quotidien local Sud Ouest publié juste après les attentats donne la parole au vigneron : « J'ai déjà vu partir Reiser, Cavanna, maintenant Tignous, Wolinski, Charb, Cabu et les autres. C'est une grande partie de ma vie qui s'en va. Pendant des années, je montais le plus souvent possible pour participer aux bouclages et aux soirées qui suivaient ». L'article poursuit : « en 1995, une étiquette était signée Charb. Un policier au gros nez rouge lève son verre de Barrail des Graves et clame : « Le partenaire de mes bavures. » "Tout ça c'est 'Charlie'. L'humour, c'est la forme ultime du désespoir." » En effet, Charb, comme Siné ou

Cabu, ont très souvent dénoncé les violences policières, et caricaturé, parfois férocement, la police et l'extrême droite. Pour les autorités, il y aurait donc les "bonnes" caricatures, celles qui se moquent de l'Islam, et des "mauvaises", celles qui visent la police et les puissants.

**La police s'attaque donc à un dessin de Charlie Hebdo. Une étiquette réalisée par un homme qui, justement, a été assassiné pour ses dessins. Si cette étiquette est retiré, alors la police française aura réussi ce que les terroristes n'ont pas obtenu : supprimer un dessin satirique. Reste-t-il une différence entre la censure d'extrême droite, le totalitarisme des djihadistes et celle réclamée par les syndicats policiers ? Jusqu'où ira le fascisme policier ? Cette nouvelle affaire a le mérite de poser la question.**

## **4 3 ANS DES GILETS JAUNES : RÉPRESSION IMMÉ DIATE**

Ce samedi 20 novembre, le cortège avait à peine démarré à Paris qu'il était immédiatement noyé dans les gaz, et écrasé par les coups de matraque et les grenades explosives. L'Etat policier bien décidé à empêcher les Gilets Jaunes de célébrer les 3 ans du soulèvement. Situation pré-fasciste. A suivre.

► [Vidéo](#)

(posts de Nantes Révoltée)

### **,%3 ANS GJ%,**

Si Macron n'avait pas prévu de gâteau pour fêter les trois ans du mouvement, les Gilets Jaunes ont pensé aux bougies ! La situation est très rendue sur la manif parisienne avec énormément de gaz et de charges de la part des forces de l'ordre.

► [Vidéo](#) - Images Clément Lanot et Nicolas Mayart

(post de Cerveaux non disponibles)



**Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger...** Galvanisés par le soutien actif des médias dominants, les néo-fascistes se lâchent

## FASCISME : MÊMES VIOLENCES, MÊME IMPUNITÉ

- L'extrême droite passe à l'attaque avec la bénédiction des autorités -

Sur la photo du haut : hier, samedi 20 novembre, un groupe de néo-nazis a attaqué la marche féministe à Paris. L'agression, filmée, montre un groupe d'hommes frapper à coup de poteaux métalliques, de tiges de fer, de bâtons ou de boucles de ceintures, mais aussi l'usage d'une gazeuse. Ils sont venus équipés, pour frapper : il s'agit d'une attaque en règle. Au même moment, des centaines de policiers gazaient les Gilets Jaunes qui défilaient pour la justice sociale ailleurs dans la capitale. Cette agression contre la marche féministe est passée inaperçue dans les médias, d'habitude si prompts à dramatiser la « violence » des manifestations sociales.

Sur la photo du bas : le 31 juillet dernier, à Nantes, un commando néo-nazi attaquait la manifestation contre le Pass Sanitaire. Une trentaine d'hommes, armés de matraques métalliques, de bâtons, de ceinturons et de projectiles en fer avait lancé une charge extrêmement violente avant d'être repoussés. Exactement le même mode opératoire. Intervenir armé contre un cortège, attaquer par surprise.

Dans ces deux cas, les fascistes agissent de façon reconnaissable et sont parfaitement identifiés. Mais ils savent qu'ils ne risquent rien. A Paris, on reconnaît par exemple, avec une ceinture à la main, Stanislas d'Elloy, responsable du groupuscule étudiant d'extrême droite La Cocarde. A Nantes, c'est le numéro 2 du RN, Wilfried Van Liempd, qui était filmé avec une matraque, en train de tabasser des personnes au sol. 4 mois plus tard, cet individu n'a jamais été inquiété.

Pour rappel, pour beaucoup moins que cela, des antifascistes lyonnais ont été perquisitionnés à l'aube et jetés en prison préventive pendant 6 semaines à la rentrée. En avril 2019, un antifasciste parisien était jeté en prison, suspecté d'une « bagarre » contre des militants d'extrême droite. A chaque fois, les dossiers étaient vides, les affaires se sont dégonflées : la justice avait mis les grands moyens pour traquer des militants de gauche.

**Impunité, et même protection de la bourgeoisie néofasciste d'un côté. Persécutions contre celles et ceux qui s'opposent aux nostalgiques de Pétain de l'autre. Les autorités ont choisi leur camp. L'Etat complice du**

pire, personne ne pourra dire qu'il ne savait pas. Autodéfense populaire.



## REMI FRAISSE : 46 000 EUROS, LE PRIX D'UNE VIE SELON LA JUSTICE

- L'Etat est condamné pour « responsabilité sans faute » dans la mort du jeune écologiste

Le 25 octobre 2014, Rémi Fraisse, jeune écologiste de 21 ans, était tué par le tir d'une grenade explosive de la gendarmerie. En pleine nuit, sur le site d'un projet de barrage destiné à l'agriculture intensive, les forces de l'ordre avaient tiré des dizaines de munitions mortelles contenant du TNT sur une foule d'opposants. Rémi était mort, la colonne vertébrale arrachée par une de ces armes.

Depuis 7 ans, la famille du jeune homme se bat pour obtenir justice. L'affaire a été classée méthodiquement par toutes les juridictions, alors que le gendarme auteur du tir a été identifié. Jusqu'à la Cour de Cassation, plus haute institution judiciaire, qui a prononcé en mars dernier un « non-lieu ».

Ce jeudi, le tribunal administratif de Toulouse, saisi par la famille, a admis la responsabilité de l'Etat. Contrairement au pénal, cette procédure n'attaquait pas un ou des individus, le tireur ou sa hiérarchie, mais une institution, à savoir l'Etat. Ce tribunal estime donc que l'Etat est « civilement responsable des dégâts et dommages » cette nuit là. Donc de la mort de Rémi Fraisse. Les magistrats appellent cela une « responsabilité sans faute ». Un jugement en demie teinte.

Comble de l'horreur, le tribunal souligne qu'il a « retenu une imprudence fautive commise par la victime de nature à exonérer partiellement l'Etat de sa responsabilité à hauteur de 20 % ». Rémi est donc responsable » à 20% de sa propre mort, et l'Etat à 80%. **Rémi s'est opposé à un projet destructeur. Il a défendu la nature. La faute est du côté de la victime, même si la responsabilité incombe aux pouvoirs publics.**

Verdict : l'Etat est condamné à indemniser la famille de Rémi Fraisse à hauteur de 46 400 euros. Sur quelles bases ? Avec quel barème ? Mystère. 46 000 euros. Le prix de la vie d'une jeune homme de 21 ans.

(posts de Nantes Révoltée)



## Les tueurs ne sont pas ceux qu'on pense.

C'est avec dégoût, indignation, tristesse et RAGE que nous suivons comme beaucoup d'entre vous la situation à Calais.

L'injustice, la détresse et la violence sont déjà vieilles de plusieurs années, dans cette région de France, comme peuvent nous le confirmer les associations oeuvrant sur place.

Mais ces dernières semaines, de nouvelles arrivées de migrants, un regain de violence et une grève de la faim entamée par des militants ont remis Calais sous le feu des projecteurs médiatiques.

Dans ce contexte, survient cette énième tragédie ( le mot est faible ) : a priori 33 personnes mortes dans la Manche hier.

33 personnes dont personne ne veut,

33 personnes qui se sont accrochées à la vie ces dernières années et jusqu'au dernier moment hier,

33 personnes qui méritent de reposer en paix et qui pourtant dont le décès est instrumentalisé par GÉRALD DARMANIN et EMMANUEL MACRON pour se donner des airs humanistes.

Comment peuvent ils oser ?!

**Entendez-nous bien, gouvernement criminel : ils ont de l'eau dans les poumons et vous avez leur sang sur vos mains.**

**Nous ne laisserons pas passer.**

**Laissez le sud global respirer.**

**OUVREZ CES P\*\*\*\*\* de frontières.**



**Chronique du système policier français : brigades dans les lycées, morts aux frontières, chasseurs flics, racisme, censure, tirs mortels au Niger...** L'armée française tue et blesse par balles des manifestants au Niger !

## **Ô L'ARMÉE FRANÇAISE TIRE SUR DES MANIFESTANTS AU NIGER**

**- Lacrymos et balles réelles : 3 morts et 15 blessés dont plusieurs graves**

Une colonne de l'armée française destinée à alimenter les bases du Sahel est partie il y a deux semaines de Côte d'Ivoire pour rejoindre Gao au Mali. Le convoi de 90 camions passait par le Burkina Faso et le Niger, dans le cadre du déploiement militaire français en Afrique de l'Ouest.

**Sur la route, les soldats ont fait face aux résistances locales. Chez les populations, l'exaspération est forte, notamment chez la jeunesse. Les troupes françaises sont véritable force d'occupation qui veille à ses intérêts dans le région.** Au Burkina Faso, le trajet de la caravane militaire a été bloquée à de nombreuses reprises par les manifestations. Des barrages ont mis parfois l'avancée du convoi à l'arrêt.

Samedi 27 novembre, c'est dans la région de Tillabéri au Niger que des barricades ont été érigées dans la ville de Tera. Face au blindés et aux soldats suréquipés, des Nigériens qui jetaient des cailloux et mettaient des débris en travers de la route. Une confrontation complètement disproportionnée. C'est pendant la manifestation que l'armée française a ouvert le feu sur une foule désarmée.

Usage combiné d'armes policières et d'armes de guerre

**Les images diffusées par l'armée française sont révélatrices : elles montrent l'usage combiné d'armes policières et d'armes de guerre. Pour réprimer les manifestants, les soldats français tirent des grenades lacrymogènes ou explosives avec des lanceurs cougar, les mêmes utilisés par la police en France contre les manifestants. Mais les soldats ont aussi des fusils d'assaut, qu'ils ont manifestement utilisé, en complément. « Ils ont tiré sur nous » dit un témoin.** Et le bilan est lourd. Au moins trois nigériens auraient été tués. On parle d'un crime commis par une armée régulière lors d'une opération à l'étranger sur des populations civiles. Des faits qui sont extrêmement graves. Cet événement démontre aussi l'hybridation entre une opération militaire et policière.

**Et pourtant en France, c'est l'omerta généralisée, un silence assourdissant insupportable. Les rares récits relatés dans la presse parlent « d'incidents » et de « heurts ». Aucune enquête n'a été ouverte par les autorités françaises.** Le gouvernement et les médias essaieraient-ils de cacher un nouveau scandale d'État ? Pourtant quelques jours plutôt, les militaires avaient déjà tiré sur une manifestation burkinabèse faisant plusieurs blessés. L'armée d'occupation ne supporte plus que les peuples du Sahel contestent sa présence. Et le fait savoir par un feu nourri. La lutte contre l'ordre néocolonial en Afrique n'est pas prête de s'éteindre.

(posts de Cerveaux non disponibles)